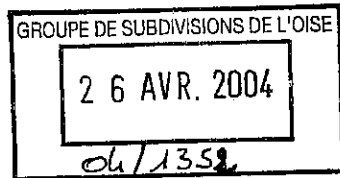


→ GIDIC  
Fait

PREFECTURE DE L'OISE



Arrêté du 7 avril 2004 délivré à M. le  
Directeur de la société ROHM AND  
HAAS FRANCE en vue de la mise en  
place d'une surveillance des eaux  
souterraines pour son établissement de  
VILLERS-SAINT-PAUL

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative  
du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment les dispositions reprises au titre 1<sup>er</sup>  
« installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature  
des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des  
dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement,  
reprises au code de l'environnement, livre V, titre I<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la  
consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées  
pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et notamment son article  
65 ;

Vu les actes administratifs antérieurement délivrés à la société Rohm and Haas  
France, autorisant l'exploitation des installations de son établissement de Villers-Saint-  
Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1998 prescrivant la réalisation d'une étude  
simplifiée des risques sur le site de Villers-Saint-Paul ;

Vu l'étude simplifiée des risques concernant la plate forme de Villers Saint Paul  
où est implantée la société Rohm and Haas remise le 25 novembre 1999 ;

Vu la proposition établie par la société Antea remise le 24 juin 2002 et complétée le 1<sup>er</sup> octobre 2002 relative à un plan de surveillance des eaux souterraines sous la plate forme de Villers-Saint-Paul où est implanté la société Rohm and Haas ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 16 octobre 2003 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 22 janvier 2004 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 4 mars 2004 ;

Vu le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 8 mars 2004 ;

#### **CONSIDERANT :**

que l'étude simplifiée des risques élaborée par la société Antea pour la plate forme de Villers saint Paul où est implantée la société Rohm and Haas a conclu que le site de la plate forme chimique était en classe 2 et qu'en conséquence une surveillance des eaux souterraine de ce site s'avère nécessaire pour garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

qu'en application de l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, il y a lieu d'imposer à la société Rohm and Haas la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines du site qu'elle exploite à Villers-Saint-Paul ;

Le pétitionnaire entendu ;

**SUR PROPOSITION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE L'OISE**

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Les termes « installation », « établissement », « site » repris dans la présente annexe sont définis comme suit :

- une installation correspond à une unité technique située à l'intérieur d'un établissement où peuvent se trouver différentes installations ;
- un établissement est considéré comme l'ensemble des installations relevant d'un même exploitant, situées sur un même site, y compris leurs équipements et activités connexes ;
- un site correspond à un ensemble d'établissements et peut comporter différents exploitants.

Les dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté sont applicables à la société Rohm and Haas, qui doit les respecter en collaboration avec les différents exploitants du site de la plate forme de Villers saint Paul.

### ARTICLE 2 :

La société Rohm and Haas dont le siège social se situe La Tour de Lyon, 185 rue de Bercy ; 75579 PARIS Cedex 12, est tenue de mettre en place une surveillance des eaux souterraines de son établissement situé à Villers-Saint-Paul.

### ARTICLE 3 :

L'exploitant réalise, en collaboration avec les différents exploitants du site de la plate forme de Villers Saint Paul, deux fois par an un prélèvement dans chacun des 12 piézomètres repérés sur le plan joint en annexe 1 et définis comme suit :

- 2 piézomètres amont plate-forme (1 nappe alluviale/1 nappe du cuisien) ;
- 2 piézomètres (doublet alluvial et cuisien) aval plate-forme (PZ9A et 9B) ;
- 2 piézomètres (doublet alluvial et cuisien) centre plate-forme (PZ 82A et 82B) ;
- 2 piézomètres alluviaux Oise (S5 et S215) ;
- 2 piézomètres (doublet alluvial et cuisien) aval/ouest plate-forme (PZ 10 A et 10B) ;
- 2 piézomètres (doublet alluvial et cuisien) "château d'eau" (PZ 100A et 100B).

Sur chacun des prélèvements les analyses portent au minimum sur :

- les molécules volatiles selon la méthode américaine EPA 524 ou équivalente ;
- les molécules semi-volatiles selon la méthode allemande CLW-10 1996 ou équivalente ;
- les métaux suivants : cuivre, zinc, mercure, plomb, chrome, molybdène et arsenic.

L'exploitant réalise également un suivi des niveaux piézométriques dans chacun des 12 piézomètres au moins une fois par trimestre.

En cas de changement des méthodes analytiques ci-dessus, l'exploitant en informe au préalable l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 4 :**

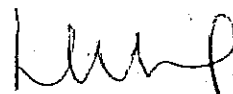
En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Villers Saint Paul, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beauvais, le 7 avril 2004

pour le préfet,  
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS